

Par Véronique Heurtematte, le 10.04.2018 à 19h19 (mis à jour le 10.04.2018 à 20h00)

JOURNÉE PROFESSIONNELLE

Les difficultés financières s'invitent dans le débat sur l'avenir des bibliothèques



VÉRONIQUE HEURTEMATTE

Lors de la journée nationale sur les bibliothèques qui a rassemblé plus de 300 participants mardi 10 avril à Paris, élus et professionnels ont rappelé le rôle des bibliothèques comme équipements culturels de proximité. En marge de l'événement, plusieurs organisations ont alerté les pouvoirs publics du manque de moyens des bibliothèques.

Plus de 300 participants se sont retrouvés au Grand Palais, à Paris, mardi 10 avril, pour la journée nationale sur les bibliothèques organisée par le ministère de la culture. Cette rencontre constituait la seconde étape de la grande mission sur l'évolution des bibliothèques entamée par le ministère de la Culture, et faisait suite à la remise du [rapport d'Erik Orsenna](#) en février dernier.

Les témoignages d'élus et de professionnels de la lecture publique, organisés en trois tables rondes thématiques – l'extension des horaires d'ouverture, les nouvelles missions des bibliothèques, l'évolution des métiers –, ont mis une fois de plus en lumière le rôle des bibliothèques comme premier opérateur culturel de proximité dans les territoires. "Les bibliothèques sont les unités de base de la politique culturelle d'un territoire, a rappelé Jean-François Massolot, directeur-adjoint du cabinet du président de Clermont-Auvergne-Métropole, Olivier Bianchi. Il faut une rencontre entre la vision nationale qui découle du rapport Orsenna et les réalités des territoires".

En fin de matinée, la ministre de la Culture Françoise Nyssen est venue présenter [son plan pour les bibliothèques](#). "Les bibliothèques font partie des lieux où s'écrit l'avenir. Mais pour accompagner les transformations de la société, les bibliothèques doivent se transformer elles-mêmes et l'Etat va accompagner ces transformations, a assuré la ministre. C'est plus qu'une volonté, c'est une responsabilité". La ministre a détaillé certains des objectifs proposés aux collectivités territoriales et exposés dans le plan, tels que disposer d'une bibliothèque ouverte au moins 50 heures par semaine dans les villes de plus de 100000 habitants, ou encore une bibliothèque par département référente en matière d'offres en direction des usagers mal voyants. "C'est à vous collectivités territoriales de décider, a précisé la ministre. L'Etat sera là pour vous accompagner".

Aucune mesure financière supplémentaire n'a cependant été annoncée, à part le rappel des 8 millions d'euros supplémentaires ajoutés aux 80 millions d'euros de la Dotation globale de décentralisation. En réponse à une question de l'assistance, Jérôme Belmon, chef du département des bibliothèques au ministère de la Culture, a annoncé que les conditions d'utilisation de cette subvention allaient évoluer pour prendre en compte les nouvelles missions des bibliothèques.

Des contestations en marge de la journée

Associations de professionnels et syndicats ont profité de cette rencontre nationale pour exprimer leur mécontentement. Dans son [communiqué](#) publié le matin-même, l'Association des bibliothécaires de France (ABF) alerte sur les difficultés financières rencontrées par nombre de communes, et qui entravent les ambitions affichées pour les bibliothèques. "De nombreuses collectivités concernées par le pacte financier sont prises entre l'enthousiasme provoqué par le rapport Orsenna et l'impact néfaste de ce pacte sur leurs territoires, dénonce l'ABF. Si les médiathèques sont invitées au voyage, c'est davantage en direction du Styx plutôt que du grand large". Dans le pacte financier, l'Etat s'engage sur le niveau de dotations qui sera attribué aux collectivités territoriales qui s'engagent en échange

à maîtriser leurs dépenses de fonctionnement. "Si les médiathèques peuvent être de formidables laboratoires pour les politiques sociales, elles sont de plus en plus nombreuses à ne plus avoir les moyens d'assurer le simple fonctionnement courant, poursuit l'association. L'ABF appelle à un plan ambitieux en faveur des bibliothèques, à condition que tous les signaux soient cohérents et que les moyens soient mis en place pour sa réalisation. L'ABF exige donc une ambition porteuse de sens pour les habitants qui s'accompagne de moyens concrets. Une ambition qui s'appuie surtout sur des volontés politiques claires tant au niveau de l'Etat que des collectivités territoriales".

Dans un tract distribué à l'extérieur du Grand Palais, les syndicats Sud collectivités territoriales et Sud culture BNF évoquaient quant à eux, leur crainte que la cristallisation sur l'ouverture le dimanche conduise à "une polyvalence accrue, l'utilisation massive de personnels précaires, voire de bénévoles pour combler les manques, avec pour conséquence certaines dévalorisation de nos missions et la dégradation des conditions de travail, sans offrir de meilleurs services aux usagers".

La question des moyens financiers a par ailleurs traversé la rencontre comme un fil rouge. En introduction de la journée, Agnès Lebrun, vice-présidente de l'Association des maires de France et maire de Morlaix, s'était félicitée que les collectivités territoriales soient placées au cœur des propositions formulées dans le rapport Orsenna et dans le plan pour les bibliothèques du ministère de la culture mais avait évoqué les contraintes budgétaires qui pèsent sur les communes. "L'Etat transfère régulièrement des compétences aux collectivités locales mais leur enlève tout aussi régulièrement les moyens de les assumer. Or, rien ne se fera sans finances, avait affirmé l'élue. Attention aux recettes toute faites, à la standardisation. Il faut respecter les énergies locales".